

### **Rencontre avec le ministre de la fonction publique : Des pistes budgétaires pires que celles présentées par le Premier Ministre**

Solidaires a rencontré le ministre de la fonction publique Laurent Marcangeli ce 22 juillet.

Cette rencontre était bien entendu l'occasion de lui indiquer toute notre colère face aux grandes lignes du futur budget annoncé la semaine dernière par le Premier Ministre qui apparaît comme une attaque insupportable contre les droits sociaux et l'ensemble de la population. Si les orientations sont inacceptables dans leur ensemble (suppression de deux jours fériés, déremboursement etc), elles le sont d'autant plus pour la fonction publique et les services publics qui se voient largement ciblés :

- 3000 suppressions de postes et non remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur 3;
- aucune revalorisation salariale de quelque manière que ce soit (ni générale ni catégorielle ou autre) alors même que les agent-es publics ont déjà subi la suppression de la Garantie Individuelle Pouvoir d'achat et la baisse de l'indemnisation du CMO y compris pour les femmes enceintes ;
- suppression d'agences et opérateurs de l'Etat ce qui entraînera des abandons de missions (1000 à 1500 suppressions d'emplois) ;
- budgets en baisse et donc dégradations des conditions de travail (en cumul avec avec les suppressions d'emplois) et d'accueil des publics.

Au-delà de ce qui a été annoncé par le premier ministre, le ministre de la fonction publique a par ailleurs indiqué que des coupes sont à l'étude :

- sur l'Action Sociale Interministérielle par une baisse envisagée de l'ordre de 30 millions d'euros alors qu'elle est indispensable à toutes et tous ;
- le gouvernement envisage de s'attaquer au supplément familial de traitement (SFT) dans le but de récupérer 200 millions d'euros sur le dos des agent-es.

Enfin, le ministre a indiqué que le gel du Glissement Vieillesse Technicité (la progression de carrière dans les échelons) avait été étudié. Même s'il n'a pas été retenu, pour Solidaires, l'étude de cette hypothèse témoigne du niveau de cynisme de ce gouvernement.

Solidaires a rappelé l'ensemble de ses revendications qui vont à l'inverse de ce qui est prévu : arrêt des suppressions de postes et recrutements pour un véritable service public de qualité pour toutes et tous dans tous les territoires, revalorisation du point d'indice, indexation sur l'inflation, véritable statut notamment pour les AED et les AESH dans l'Education nationale, rénovation du bâti scolaire. Solidaires a également rappelé que l'on peut trouver de l'argent notamment à travers la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale ainsi que dans la conditionnalité des aides aux entreprises notamment. 211 milliards d'euros ont été distribués aux capitalistes sans aucune contrepartie.

Le ministre a eu peu de réponses à nos interpellations. Ce n'est pas la "promesse" d'une éventuelle refonte de la carrière C en 2026 (année pré-électorale), plus qu'insuffisante même si nécessaire, qui peut limiter la saignée et la violence du budget.

Face à ce budget de destruction sociale, c'est collectivement que la riposte doit se construire. Pas d'économies sur nos vies.